



Canadians *for*
Tax Fairness

Canadiens pour une fiscalité équitable

Mémoire présenté au Comité permanent des
finances de la Chambre des communes

**Consultations prébudgétaires en vue du budget
fédéral de 2021-2022**

Août 2020

Principales recommandations :

L'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable présente les recommandations suivantes au gouvernement fédéral :

1. Faire des investissements importants dans l'élargissement des programmes et des services publics – dont la garde d'enfants, l'assurance-médicaments, les soins de longue durée, l'éducation, les infrastructures publiques et un filet de sécurité élargi – pour relancer l'économie.
2. Améliorer la prestation des mesures de soutien par l'entremise du régime fiscal, notamment en prolongeant le versement des prestations et en instaurant la production automatique de déclarations de revenus.
3. Comblent les lacunes du régime fiscal qui permettent aux particuliers et aux sociétés les plus riches d'éviter de payer des milliards en impôts.
4. Promouvoir un climat d'affaires plus concurrentiel en éliminant les avantages fiscaux injustes accordés aux grandes multinationales du commerce électronique.
5. Effectuer la transition vers une économie plus faible en carbone afin de créer des emplois de qualité et de soutenir une croissance économique durable en investissant dans le transport en commun, les énergies renouvelables et les rénovations et en renforçant le cadre fédéral de la taxe sur le carbone.

Introduction

Confronté à l'une des pires crises économiques et sanitaires du siècle, le Canada est demeuré résilient. Notre système public de santé et nos programmes sociaux, y compris les prestations d'urgence que les gouvernements ont rapidement déployées au cours des premières semaines de la pandémie, ont aidé à contenir le virus et à atténuer son impact sur l'économie.

La COVID-19 a démontré que les investissements dans les services publics sauvent des vies et empêchent une crise de se transformer en catastrophe. Mais elle a également mis en lumière d'importantes lacunes dans notre système de sécurité sociale, allant des soins de longue durée à l'assurance-emploi pour les travailleurs contractuels. Le plan de reprise économique du Canada devrait combler ces lacunes et veiller à ce qu'à l'avenir tous soient protégés en cas d'urgence.

Nous pouvons nous permettre d'investir *tout en* relançant l'économie. Les taux d'intérêt sont faibles, et [les sondages](#) montrent que la majorité des Canadiens veulent que le gouvernement fasse les dépenses nécessaires pour surmonter la crise.

Le régime fiscal a un rôle important à jouer dans notre reprise. Il devrait générer plus de recettes pour financer l'amélioration des services publics, faire en sorte que ces mesures de soutien soient dispensées aux Canadiens qui en ont le plus besoin et exiger que ceux qui en ont les moyens paient leur juste part. Le gouvernement fédéral devrait rétablir l'économie en axant ses efforts sur les secteurs suivants.

Renforcer les services publics

Certains demanderont de réduire les dépenses pour réduire le déficit, mais les mesures d'austérité nous feront régresser et empireront les perspectives économiques du pays. À raison d'un dollar pour un dollar, les investissements dans les services publics créent plus d'emplois et stimulent davantage l'économie que les réductions d'impôt. Il est maintenant temps d'élargir les programmes sociaux pour aider les Canadiens à se remettre sur pied, à retourner au travail et à améliorer leur qualité de vie.

Services de garde d'enfants universels : La crise a causé un préjudice disproportionné aux femmes, renversant des décennies de gains au chapitre de l'emploi. Des investissements importants sont nécessaires pour offrir des services de garde sûrs, de qualité et abordables afin de permettre aux mères de retourner au travail et de donner aux enfants un départ stimulant dans la vie.

Assurance-médicaments : Alors que les Canadiens sont témoins de la détérioration de la situation au sud de la frontière, le rendement des investissements en santé publique n'a jamais été plus clair, mais la pandémie a aussi montré que le système de soins de santé du Canada n'est pas vraiment universel. De nombreux Canadiens demeurent sans couverture pour les médicaments sur ordonnance et les soutiens en santé mentale en période de crise. Le gouvernement fédéral devrait combler ces lacunes en matière de soins en priorité.

Soins de longue durée : Le système de santé canadien n'a pas non plus réussi à protéger les personnes les plus vulnérables : les personnes âgées recevant des soins. De nombreuses études ont montré que les taux de mortalité associés à la COVID-19 étaient plus élevés dans les établissements de soins de longue durée à but lucratif que dans les établissements publics. L'intégration complète des soins de longue durée dans le système public ferait en sorte que la priorité serait accordée à la vie des aînés plutôt qu'aux profits des établissements privés et assurerait également de meilleures conditions pour les travailleurs.

Améliorer la prestation des mesures de soutien par l'entremise du régime fiscal

L'amélioration des prestations, des programmes sociaux et des autres services est essentielle à notre reprise économique, mais pour que ces investissements comptent, nous devons améliorer la façon dont les soutiens atteignent les personnes qui en ont le plus besoin.

Prolonger les prestations pour les Canadiens à faible revenu pendant la pandémie :

[Une personne sur dix](#) au Canada ne produit pas de déclaration de revenus et ne reçoit donc pas les soutiens importants qui font partie intégrante de la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement. La COVID-19 a compliqué davantage la situation pour les Canadiens qui comptent sur des services communautaires de préparation des déclarations par des bénévoles pour produire leur déclaration de revenus. Bon nombre de ces personnes, comme les aînés, les personnes vivant dans les collectivités autochtones et éloignées ou les personnes handicapées, sont également les plus vulnérables au virus.

Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les prestations continuent d'être versées tant qu'il demeurera dangereux pour les Canadiens vulnérables de recevoir du soutien en personne pour produire leur déclaration de revenus.

Moderniser et simplifier la production des déclarations de revenus :

D'autres pays, dont le Danemark et la Norvège, ont réduit les coûts et la frustration liés à la production de déclarations de revenus en permettant aux citoyens de produire automatiquement leur déclaration de revenus. Cette crise est une occasion pour le Canada de passer à la production automatique de déclarations de revenus, en commençant par les contribuables les plus vulnérables, puis en élargissant cette option à tous les Canadiens.

L'Agence du revenu du Canada devrait recevoir des ressources supplémentaires pour interagir avec les collectivités marginalisées, qui ont l'impression que le régime fiscal est « systématiquement oppressif » comme l'a souligné un récent rapport de l'ombudsman des contribuables sortant du Canada. Ces ressources devraient notamment comprendre une augmentation du personnel et de la formation afin de fournir des services aux populations plus vulnérables et des ressources accrues pour les services communautaires de préparation des déclarations de revenus.

Au cours de cette crise, les fonctionnaires fédéraux ont travaillé sans relâche à la conception et à la prestation de nouveaux programmes d'aide d'urgence d'envergure pour des millions de Canadiens, et ce, de façon très efficace. Cet exploit impressionnant témoigne de l'importance d'un financement adéquat de la fonction publique et montre qu'il est possible de réaliser beaucoup plus grâce au régime d'imposition et de prestations.

Même si le gouvernement fédéral a réussi à verser des centaines de milliards de dollars d'aide en situation de pandémie, la dette qui en résulte et le coût du financement de la reprise devront éventuellement être payés – et cela nécessitera une augmentation des impôts.

Comblent les lacunes du régime fiscal qui permettent aux particuliers et aux sociétés les plus riches d'éviter de payer des milliards en impôts

Le Canada continue de perdre des milliards de dollars en recettes en raison de l'évitement fiscal et de l'évasion fiscale au moyen de paradis fiscaux et d'échappatoires fiscales qui permettent à certains des Canadiens et des sociétés les plus riches de payer des taux d'imposition plus bas que les plus pauvres.

Un recouvrement inclusif exigera que chacun paie sa juste part. Le gouvernement peut générer des recettes tout en réduisant les inégalités en empêchant l'évasion fiscale, en éliminant les échappatoires fiscales régressives et inefficaces et en instaurant un impôt sur la fortune pour les super riches.

S'attaquer à l'évitement fiscal et au recours aux paradis fiscaux par les entreprises

Le Canada perd au moins dix milliards de dollars par année au chapitre de l'utilisation des paradis fiscaux par les entreprises, bien que le montant réel puisse être [au moins deux fois plus élevé](#). Non seulement les paradis fiscaux entraînent une perte de milliards de dollars en recettes, mais ils aggravent également les inégalités et créent un environnement commercial injuste, ce qui procure aux grandes multinationales un avantage fiscal important par rapport aux plus petites entreprises.

Pour remédier à ce problème, le gouvernement fédéral devrait :

- Considérer les grandes sociétés, y compris les multinationales, comme des entités uniques aux fins de l'impôt, de sorte qu'elles ne peuvent utiliser les filiales et les sociétés affiliées pour éviter les impôts.
- Appuyer l'instauration d'un taux minimum d'imposition des sociétés à l'échelle internationale.
- Répartir les bénéfices des multinationales d'un pays à l'autre en fonction de facteurs économiques réels comme les ventes et l'emploi, comme cela se fait entre les provinces canadiennes.

- Limiter la déductibilité des intérêts à au plus 20 % des bénéfices des sociétés (BAIIA), conformément aux recommandations de l'OCDE.
- Imposer des limites strictes à l'utilisation de la propriété intellectuelle pour transférer les bénéfices vers des administrations à faible taux d'imposition.
- Mettre fin aux accords de double non-imposition avec les paradis fiscaux.
- Investir dans des ressources additionnelles pour enquêter sur l'évasion fiscale des sociétés à l'étranger et intenter des poursuites contre elles, et accroître les pénalités imposées aux sociétés qui évitent les impôts et aux cabinets comptables professionnels qui font la promotion de cette pratique.

Mais il ne peut y avoir de justice fiscale sans transparence fiscale et des sociétés. Le Canada devrait également adopter les recommandations des spécialistes en criminalité financière et établir un registre pancanadien centralisé des propriétaires bénéficiaires des sociétés privées accessible au public pour lutter contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et d'autres activités illicites. Des administrations comme le Royaume-Uni ont déjà [récolté les fruits](#) de la création d'un registre public.

Le gouvernement fédéral devrait également exiger des grandes multinationales actives au Canada qu'elles déclarent publiquement pays par pays les impôts qu'elles paient et que les grandes sociétés (revenu annuel supérieur à 100 millions de dollars) publient les impôts sur les sociétés et autres impôts fédéraux qu'elles paient, comme c'est le cas en Australie.

Veiller à ce que les géants du commerce électronique paient leur juste part d'impôt :

La pandémie a été particulièrement difficile pour les commerces de gros et de détail, dont beaucoup étaient déjà en difficulté avant la COVID-19. Il est probable que des dizaines de milliers d'entre eux fassent faillite, ce qui entraînera d'importantes pertes d'emplois, tandis qu'un grand nombre des grandes sociétés de commerce électronique du monde ont vu leurs revenus et leurs bénéfices grimper en flèche. Le gouvernement fédéral continue de fournir aux entreprises multinationales étrangères de commerce électronique, comme Amazon, Google, Facebook et d'autres, des avantages fiscaux représentant des milliards de dollars, ce qui leur procure des avantages énormes et injustes par rapport aux entreprises canadiennes.

Nous sommes heureux que tous les partis aient convenu, lors de la dernière élection, que le Canada doit prendre des mesures pour corriger cette iniquité; ces mesures sont attendues depuis longtemps. Dans le prochain budget, le gouvernement fédéral doit finalement :

- Veiller à ce que la TPS soit appliquée aux importations de services numériques, y compris la publicité.
- Instaurer une taxe numérique d'au moins 3 % sur les revenus des géants de la technologie multinationaux qui proviennent des consommateurs et des utilisateurs canadiens.
- Éliminer les déductions fiscales pour les dépenses de publicité des entreprises à la disposition des plateformes Internet étrangères.

Impôt sur les bénéfiques exceptionnels :

Alors que la plupart des entreprises éprouvent des difficultés, quelques autres réussissent très bien et augmentent leur part de marché. Tout comme lors des guerres mondiales précédentes, le gouvernement devrait envisager de prélever un impôt sur les bénéfiques exceptionnels des grandes sociétés qui ont largement profité de la pandémie.

Éliminer les échappatoires fiscales :

Le régime fiscal complexe du Canada comporte une myriade d'échappatoires fiscales et de dépenses qui profitent essentiellement aux Canadiens à revenu élevé et bien nantis. Nous sommes heureux que le gouvernement ait promis d'effectuer un autre examen des dépenses fiscales [« pour s'assurer que les Canadiens fortunés ne bénéficient pas d'allègements fiscaux injustes »](#) et de le rendre public cette fois-ci. Les principales priorités devraient inclure les mesures suivantes :

- Éliminer entièrement la déduction fiscale pour les options d'achat d'actions.
- Éliminer la déduction pour frais de représentation.
- Réduire le crédit d'impôt pour dividendes.
- Plafonner les comptes d'épargne libre d'impôt à un niveau à vie de 70 000 \$.
- Augmenter le taux d'inclusion des gains en capital.
- Limiter les déductions commerciales à un maximum de 1 million de dollars pour chaque cadre supérieur ou employé unique.

Impôt sur la fortune :

D'autres réformes fiscales sont nécessaires pour réduire l'écart croissant de richesse entre les très riches et les autres Canadiens. Une [étude récente du directeur parlementaire du budget](#) a montré que les 1 % les plus riches détiennent plus du quart des richesses au Canada. Bien que la plupart des Canadiens soient aux prises avec cette pandémie, de nombreux milliardaires ont vu leur richesse augmenter encore davantage.

Le Canada est l'un des rares pays du G20 à ne pas exiger d'impôts sur la fortune, sur les biens transmis par décès ou sur les successions. Nous devrions prendre des mesures pour réduire ces inégalités et générer des recettes pour financer la reprise.

Un impôt annuel sur la fortune à un taux modeste de seulement 1 % sur les fortunes de plus de 10 millions de dollars générerait plus de 10 milliards de dollars par an. Les trois quarts des Canadiens interrogés, y compris les majorités des partis politiques, sont en faveur d'un impôt sur la fortune.

Investir dans une reprise écologique inclusive

Dans cette reprise, nous devons également prendre des mesures pour faire face à l'autre crise mondiale : les changements climatiques. Les réformes fiscales progressives décrites dans le

présent document peuvent aider à financer une transition équitable vers une économie plus faible en carbone et à protéger les Canadiens contre les effets désastreux des changements climatiques.

S'il est vrai que des millions de personnes ont perdu leur emploi en raison de la pandémie et que certaines industries ne se rétabliront peut-être jamais complètement, il n'en demeure pas moins que le gouvernement a maintenant l'occasion d'aider les travailleurs à retrouver des emplois de qualité de manière à promouvoir des collectivités plus saines et à diversifier l'économie.

Le gouvernement devrait travailler en étroite collaboration avec les municipalités et les provinces pour faire une priorité de la création d'emplois dans des domaines comme le transport en commun, la rénovation des bâtiments et les énergies renouvelables.

Des recettes supplémentaires pour payer cette transition peuvent être obtenues en renforçant la portée du cadre gouvernemental du prix du carbone pour les grands émetteurs, dont les paiements ne constituent que 10 % des recettes totales du gouvernement tirées de la tarification du carbone, même si ceux-ci sont responsables de plus de 40 % des émissions totales du Canada. Le système de plafonnement et d'échange devrait être converti en une taxe sur le carbone transparente assortie de rajustements aux frontières, en appliquant des droits de douane aux pays qui ne prennent pas de mesures suffisantes pour lutter contre les changements climatiques et en offrant des remises aux exportateurs canadiens dans ces pays. Mettre un terme aux subventions aux combustibles fossiles aiderait également à financer notre transition vers une économie plus sûre et plus durable.